

Territoire, développement et mondialisation

Géographie de la modernisation de la Malaysia

Stéphane Bernard

Volume 50, numéro 141, décembre 2006

Les chantiers de la géographie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/014889ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/014889ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernard, S. (2006). Territoire, développement et mondialisation : géographie de la modernisation de la Malaysia. *Cahiers de géographie du Québec*, 50(141), 459–468. <https://doi.org/10.7202/014889ar>

Territoire, développement et mondialisation

Géographie de la modernisation de la Malaysia

Stéphane BERNARD
Université de Montréal
stephane.bernard@umontreal.ca

Le géographe pourrait facilement apparaître comme la mauvaise conscience de l'économiste. Il lui rappelle en effet en permanence que les phénomènes ou les actes économiques s'incarnent ou se concrétisent non seulement dans les prix ou des durées mais également dans des lieux. Il le remet toujours en présence d'un espace désespérément non neutre, non isotrope.

Jean-Paul Gaudemar, *L'aménagement du territoire*

Un développement accéléré fortement encadré par l'État

Souvent considérée à juste titre comme une Asie en miniature, la Malaysia témoigne des grandes transformations socio-spatiales qui se déroulent aussi ailleurs en Asie du Sud-Est. Les différentes politiques de développement élaborées par l'État malaysien depuis son accession à l'indépendance en 1957 ont été à la source d'un intense remodelage territorial qui met en cause la question du développement durable (Bernard, 2005). L'étude de ces transformations, spécialement celles qui modifient le substrat foncier, permet de dégager des éléments importants pour la compréhension des processus spatiaux aussi à l'œuvre dans les autres pays du sud-est asiatique.

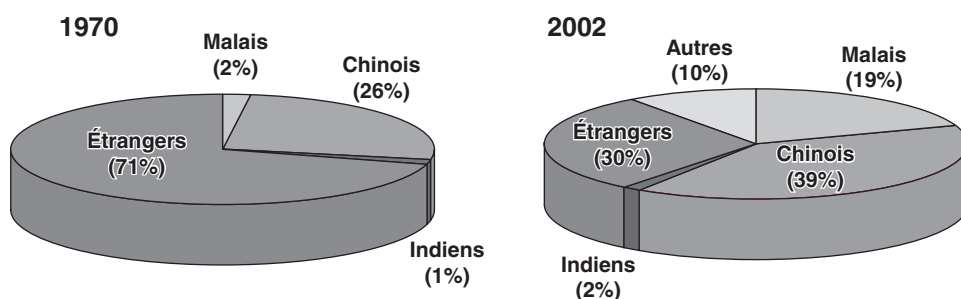
Après l'indépendance, les politiques de développement économique de la Malaysia n'avaient plus à servir les intérêts coloniaux et encore moins ceux des investisseurs étrangers et du capital privé. La *New Economic Policy 1971-1990* (NEP), entrée en vigueur en 1971, visait l'élimination de la pauvreté et une répartition plus équitable du pouvoir économique entre les principaux groupes ethniques, plus particulièrement entre les Malais, qui dominaient la scène politique depuis la période coloniale, et les Chinois qui, eux, détenaient le pouvoir économique¹. En fait, depuis l'indépendance, la quasi-totalité des politiques de l'État malaysien ont été conditionnées par la volonté de modifier ces répartitions, un préalable jugé essentiel au maintien de la stabilité politique nationale.

La répartition du contrôle du capital des compagnies privées constitue l'indicateur le plus communément utilisé localement pour évaluer le degré d'avancement du rééquilibrage des répartitions entreprises. L'objectif initialement fixé prévoyait élever à 30 % la part des Malais du contrôle du capital des entreprises privées. Cela devait être réalisé dans un contexte où les autres groupes ethniques ne devaient pas être laissés pour compte. La part du contrôle des entreprises privées par les Malais s'est effectivement



accrue (figure 1)². En effet, elle passa de 2 % en 1970 à près de 19 % en 2002 alors que, parallèlement, la part détenue par les Chinois malaysiens augmentait elle aussi considérablement, passant de 26 % à 39 % durant la même période dans un contexte où la richesse globale du pays évoluait à la hausse. La croissance de l'économie en chiffres absolus a effectivement généré des occasions d'affaires importantes et les autres communautés n'ont visiblement pas souffert des politiques de l'État visant à forcer le rattrapage économique des Malais (figure 1). Cet accroissement du contrôle de l'économie nationale par les trois grands groupes ethniques qui composent la population malaysienne (les Indiens ayant également augmenté leur part de 1 % à 2 %) a été réalisé aux dépens du capital privé étranger passant de 71 % du total à 30 % entre 1970 et 2002. Il faut ajouter que ces changements ont pu être obtenus sans trop recourir à la nationalisation de l'avoir étranger, grâce à des acquisitions boursières effectuées par une multitude de compagnies d'investissements contrôlées par le gouvernement³ (Terence Gomez et Jomo, 1999).

Figure 1 Propriété du capital des compagnies privées selon l'ethnie en Malaysia, 1970-2002

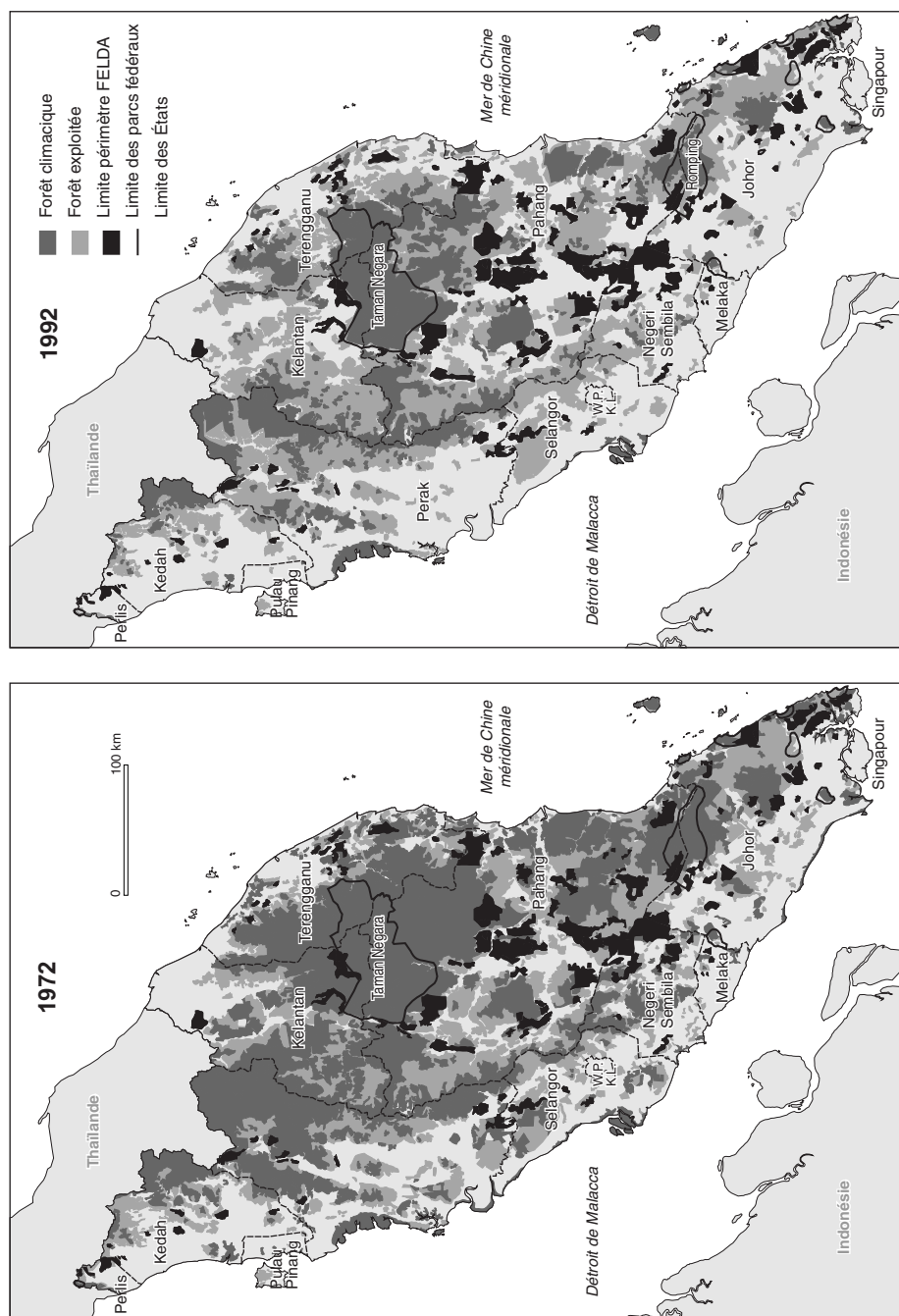


Source : Malaysia Plan, Government of Malaysia

Cette restructuration qui cherchait à modifier la répartition de la propriété des entreprises s'appuyait sur une série de politiques qui ont aussi influencé directement la dynamique de mise en valeur du territoire. À cet égard, mentionnons le rôle de l'expansion territoriale de l'agriculture commerciale, réalisée sous l'égide de l'État et plus spécifiquement, de 1957 jusqu'à la fin des années 1980, par l'agence FELDA⁴. Cette expansion a causé un recul important des forêts et représente le processus géographiquement le plus marquant dans la péninsule malaise (figure 2).

Cette expansion a soutenu le programme d'industrialisation du pays en procurant des intrants pour certains secteurs industriels clés en plus de fournir des devises étrangères grâce aux taxes à l'exportation. De plus, depuis l'indépendance, la Malaysia a réalisé des progrès notables dans le domaine socioéconomique en élevant substantiellement la qualité et le niveau de vie des habitants. Ce bilan est impressionnant, notamment si on considère le recul de la pauvreté qui touchait 50 % de la population en 1970 et qui n'affectait plus que 5,1 % des habitants en 2002 selon les statistiques nationales (figure 3).

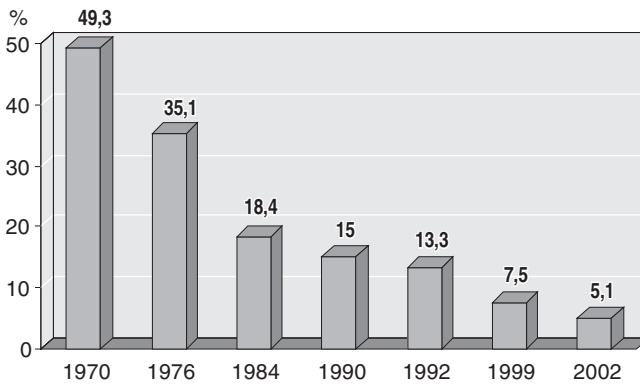
Figure 2 Le rôle des périmètres FELDA dans le recul forestier, 1972-1992



Sources : National Forest Inventory of West Malaysia, 1972 et 1992 ; Shamsul et Lee, 1988

© Réalisation : Stéphane Bernard, 2005

Figure 3 Évolution de l'incidence de la pauvreté en Malaysia, 1970-2002



Source : Malaysia Plan, Government of Malaysia

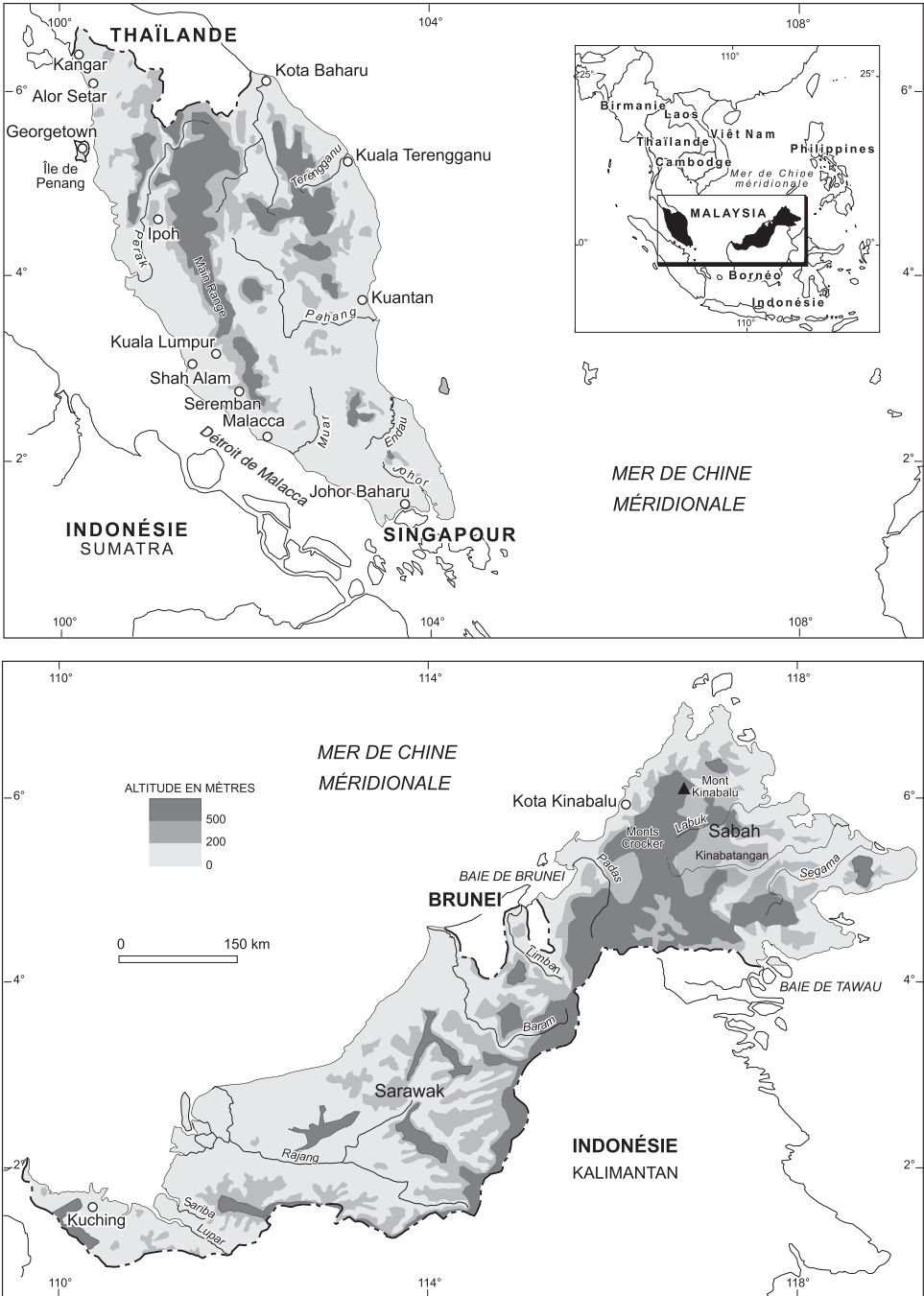
Les enjeux territoriaux de l'expansion économique en Malaysia

En 1991, au terme de la *New Economic Policy* (NEP) et du *First Outline Perspective Plan* (OPP1), fut lancé le projet *Vision 2020*, un audacieux plan de 30 ans qui comprenait des politiques multidimensionnelles visant à faire de la Malaysia un pays pleinement développé en 2020. Cette annonce fut suivie d'une vague de mises en chantier de mégaprojets en vue d'équiper la Malaysia des infrastructures de classes mondiale nécessaires à la réalisation de *Vision 2020* (Bernard, 2005). Cette expansion économique orchestrée par l'État dans le but de permettre à la Malaysia d'obtenir le statut de pays développé en 2020 (Ahmad, 1993), commande la poursuite de l'intégration progressive de *nouveaux territoires* dans les systèmes de production nationaux et mondiaux. Dans d'autres cas, cette expansion nécessite l'intensification des fonctions attribuées à des portions données de territoire. Ces ambitions développementalistes expliquent les transformations majeures des formes d'occupation du territoire et des activités pratiquées par les individus et les collectivités (Brookfield, 1994 ; Bernard 2005).

De la péninsule malaise au versant bornéen

Dans un contexte de compétition grandissante pour l'utilisation des ressources naturelles et foncières, les enjeux territoriaux demeurent centraux pour l'avenir de la Malaysia. Ceci est d'autant plus vrai que l'espace disponible se fait rare dans la péninsule malaise, alors que les effets environnementaux néfastes, occasionnés par cette course au développement, se précisent rapidement (Tomich 2004 ; Jomo *et al.*, 2004 ; Brookfield *et al.*, 1995). Dans ce contexte, la convoitise des espaces moins densément peuplés de Sabah et de Sarawak, en grande partie forestiers et où la présence des autochtones est toujours importante, s'intensifie (figure 4). Appuyés par le capital privé local et les investisseurs internationaux, les gouvernements des États concernés, et peut-être encore davantage le gouvernement fédéral (Chin 1997 ; Ongkili, 1992), semblent déterminés à intégrer ces territoires à l'espace national productif, principalement par l'expansion de la culture du palmier à huile (Majid, 2002).

Figure 4 **Malaysia. Les deux versants de la Malaysia**



© Réalisation : Stéphane Bernard, 2005

Jusqu'à maintenant, nos recherches se sont limitées essentiellement à l'étude des transformations menées dans la péninsule malaise. Or, face à la disponibilité décroissante des terres propices à l'expansion agricole, et dans un contexte où cette activité est en compétition directe avec l'expansion des infrastructures urbaines, on assiste, depuis la fin des années 1980, à un déplacement du front d'expansion agricole vers la réserve territoriale que constituent les États de Sabah et de Sarawak. La transformation entreprise sur le versant oriental malaysien serait en grande partie conditionnée par la nécessité de mener à terme le projet national de développement qui profite peut-être davantage aux grands centres urbains et au complexe industriel de la péninsule qu'aux communautés locales.

Des questions pour orienter les travaux de recherche

La recherche vise ainsi à étendre la compréhension de la dynamique des transformations de l'utilisation du sol induites par les politiques de développement de l'État en analysant les mécanismes de la transformation de l'utilisation du sol dans les États de Sabah et de Sarawak. Elle vise à répondre à des questions de recherche plus spécifiques, notamment les suivantes : Comment s'articule l'expansion territoriale malaysienne dans le cadre du développement économique et de son intégration croissante aux marchés mondiaux ? De quelle façon et dans quelles conditions s'effectue le débordement de l'activité économique de la Malaysia péninsulaire vers les États de Sabah et de Sarawak ? Dans quelles mesures l'expansion agricole qui a cours dans ces régions profite-t-elle aux communautés locales ? Quels sont les divers acteurs engagés dans ce processus (agences des États, agences fédérales, capitaux internationaux, capitaux locaux, secteur privé, capitaux publics etc.) ? Le modèle de développement territorial préconisé dans la péninsule est-il transférable en Malaysia orientale, compte tenu des différences importantes de développement qui existent entre ces deux territoires ? Quels sont les impacts de certaines formes d'activité économique sur un environnement naturel encore hautement diversifié ?

Participer à la redéfinition de la théorie de la transition agraire

Ces travaux de recherches seront réalisés dans le cadre du projet intitulé *The Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia* (ChATSEA) financé par le CRSH par son programme des Grands travaux de recherche concertée (GTRC) (subvention n° 412-2004-1008). Le projet ChATSEA regroupe des chercheurs provenant d'une vingtaine d'universités situées au Canada, en Asie du Sud-Est, en Europe et en Australie. Au sens propre du terme, la transition agraire a été définie comme un éventail de processus liés à l'augmentation de l'importance de l'économie de marché, lesquels se déroulent à l'intérieur du secteur agricole et affectent l'agriculture ainsi que l'ensemble des populations rurales. En termes plus généraux, la transition agraire réfère à une profonde transformation sociétale, c'est-à-dire au passage d'une société agraire (pour laquelle l'agriculture représente à la fois l'occupation principale, la plus importante source de revenus et la plus grande part du PIB) à une société fondée sur la production industrielle et les services (De Koninck, 2004). Le projet ChATSEA, qui se situe à l'intersection de plusieurs disciplines, cherche à actualiser la compréhension des mécanismes de la transition agraire en développant un cadre de travail qui reflète à la fois les nouvelles circonstances et les conditions expérimentées par les sociétés en transition.

Les nouvelles forces en action, particulièrement celles liées à la mondialisation en Malaysia comme ailleurs, ont redéfini la conception classique du développement du monde urbain et des espaces ruraux (Thompson, 2004). La division théorique entre les ensembles urbains et ruraux semble maintenant de moins en moins pertinente pour analyser les processus à l'œuvre, tandis que les influences du monde urbain se prolongent souvent bien loin dans l'espace rural, à la fois à travers des processus perceptibles sur le territoire (avancement du cadre bâti des villes sur les terres agricoles environnantes), mais aussi à travers des processus plus subtils touchant à la diversification des activités et des revenus des ménages dits *ruraux*. C'est justement à la frange de ces deux *mondes* que les processus de transformation prennent toutes leur signification et que l'on peut observer une multitude d'interactions. De plus, les conceptions classiques des rapports entre *centre* et *périphérie* ne semblent plus adéquates pour comprendre les processus à l'œuvre et ce, tant en ce qui concerne les théories macro-économiques du développement que celles plus classiques de la division des rôles et des activités entre les régions centrales et les régions ressources. Les théories classiques de la mondialisation et des systèmes mondiaux semblent elles aussi ne plus être en mesure d'expliquer les phénomènes observés, alors que l'industrialisation des pays dits *sous-développés* (souvent qualifiés de *périphéries économiques*) est en cours et que les effets néfastes sur les conditions de vie des travailleurs se manifestent pas comme prévu.

Territoire, développement et mondialisation : des concepts centraux

Notre recherche propose une approche intégrée pour analyser la trajectoire de la dynamique territoriale sud-est asiatique. Cette approche s'inscrit dans le cadre des formes de développement préconisées par les différents pays en rapport avec les forces prédominantes contemporaines de la mondialisation, soit l'intégration croissante des marchés ainsi que l'élargissement des réglementations. La recherche proposée se fonde sur le postulat selon lequel toutes les formes de développement économique possèdent une logique géographique propre. L'analyse des transformations de l'utilisation du sol, menée en relation avec celle des politiques étatiques, permettrait de faire la lumière sur les conséquences des stratégies utilisées et d'identifier des enjeux fondamentaux. Il ne s'agit donc plus d'analyser ces processus en vase clos, mais plutôt d'intégrer simultanément les différentes composantes du développement rural et urbain et ainsi de contribuer à la reformulation de la théorie des relations entre *centre* et *périphérie* (Goddard *et al.*, 2003). La recherche s'attardera également à identifier et à comprendre le rôle des principaux acteurs, notamment celui des États et du capital sur les espaces à l'étude.

La construction de cartes numériques demeure au centre de la démarche d'analyse, non pas seulement pour illustrer les processus, mais en tant que méthode d'investigation. La réalisation de la carte permet de superposer des éléments abstraits et inobservables sur le terrain, mais qui influencent de façon directe la répartition des phénomènes tels que les limites administratives, les limites des zones de conservation forestière ou encore les aires de développement régional intégré. Les transformations observées sur les cartes diachroniques prennent tout leur sens lorsqu'elles sont replacées dans le contexte de l'évolution des politiques et des programmes de développement de l'État.

Le développement économique et les équilibres environnementaux

La trajectoire et les stratégies de développements menées par les différents paliers de gouvernement permettront-elles d'atteindre un équilibre dans les formes d'utilisation du sol, de façon à combler les différentes attentes économiques, sociales, culturelles et environnementales nécessaires à la réalisation des objectifs de *Vision 2020*? Rappelons que ce programme vise à faire de la Malaysia un pays développé non seulement au plan économique, mais aussi aux plans politique, socioculturel et religieux, tout en préservant les équilibres environnementaux. Les politiques aménagistes de l'État s'avèrent des facteurs clés pour expliquer les succès obtenus, mais elles ont également des impacts négatifs sur l'environnement (recul forestier et pollution des rivières). Il faut ainsi admettre que la mesure du développement en termes de production n'est pas la seule façon de juger des progrès réels d'une nation, ce processus affectant le territoire défini au sens large. La poursuite du modèle sur les marges comporte donc des risques importants. Quoique remarquable dans la mesure où il a conduit à une amélioration substantielle des conditions de vie de la majorité des habitants, le projet de développement de la Malaysia ne représente pas une nouvelle avenue. Il s'inscrit au sein du capitalisme global, grand prédateur des ressources. De plus, ce projet de développement a nécessité un contrôle serré de la part de l'État sur toutes les formes d'opposition, ce qui nous amène à rappeler que les succès du capitalisme ne vont pas nécessairement de pair avec le respect des droits humains.

Néolibéralisme et développement : quel rôle pour l'État

En dépit des mesures adoptées pour favoriser l'investissement privé, la mise au point de différentes formes de partenariats entre le secteur public et le secteur privé ainsi que la poursuite du programme de privatisation d'un vaste plan de services publics amorcé dès la deuxième moitié des années 1980, l'État malaysien demeure le principal maître-d'œuvre de son développement. Cela est apparu évident lors de la crise financière asiatique de 1997-1998. En effet, alors que le secteur privé éprouvait de graves difficultés et que plusieurs grandes entreprises et des banques étaient menacées de faillite, l'intervention financière de l'État s'est avérée déterminante et explique la rapidité et la vigueur de la reprise observée (Jomo, 2001). Car, à l'instar des stratégies élaborées par l'État singapourien dès le milieu des années 1960 (Gill, 2003), les succès économiques de la Malaysia se fondent essentiellement sur un capitalisme d'État – *Malaysia Inc.* pour reprendre une expression connue localement –, le gouvernement étant le principal investisseur dans l'économie nationale grâce aux compagnies et holding financiers qu'il contrôle. Ces bras d'investissement sont activés par un cercle étroit de dirigeants politiques. Ils sont en quelque sorte la réponse malaysienne aux défis posés par l'ouverture des marchés qui octroie une plus grande place au secteur privé. En conséquence, bien que l'État paternaliste accorde une attention constante au développement régional et local – surtout en ce qui concerne la lutte à la pauvreté –, il demeure essentiellement commandé par un État centralisateur et autocratique largement préoccupé par l'intensification de l'intégration de son territoire aux marchés mondiaux. Dès lors, très peu d'attention est accordée aux initiatives locales et surtout aux modèles alternatifs de développement proposés par certaines communautés locales. Cela conduit également à un manque flagrant de considération pour l'environnement. Bien que cette préoccupation existe en Malaysia, et que les problèmes

semblent avoir éveillé les consciences, elle demeure une question secondaire alors que la priorité est l'atteinte du statut de pays développé en 2020. Cela ressemble à ce qui s'observe ailleurs à l'heure de l'application de protocole de Kyoto. Là comme ailleurs, la cause environnementale demeure largement subordonnée à la poursuite inexorable de la croissance économique.

Notes

- 1 Suite aux incidents ethniques de mai 1969 survenus entre Chinois et Malais au lendemain du scrutin national, des mesures favorables aux Malais furent introduites dès 1971. Les politiques formulées avaient pour but de mettre à leur disposition les instruments nécessaires à leur rattrapage économique. Elles comprenaient l'imposition du malais (bahasa Malaysia) comme langue prioritaire dans le système d'éducation nationale et l'administration publique et l'établissement de quotas d'admission en leur faveur dans les institutions supérieures d'enseignement, la fonction publique, l'armée, la police et même dans les entreprises privées du pays.
- 2 Pour mettre en contexte les données représentées à la figure 1, rappelons que selon les données du recensement national, la population de la Malaysia est aujourd'hui constituée à environ 63 % par les Malais, à 27 % par les Chinois et à 8 % par les Indiens.
- 3 À partir des années 1970, dans le cadre de la NEP, la participation de l'État dans l'économie nationale s'est manifestée par la création d'une multitude d'entreprises *publiques*. La mise sur pied de ces entreprises s'est faite dans le respect des quotas imposés aux entreprises par la NEP, qui devaient faire augmenter la participation des Malais dans l'économie, notamment dans les secteurs du commerce et de l'industrie. Elles ont eu pour mission d'acheter des entreprises viables économiquement pour les transférer à des intérêts privés malais. Grâce à l'appui législatif et au pouvoir financier de l'État, ces entreprises ont fini par contrôler des segments significatifs de l'économie. Deux agences publiques, *Perbadanan Nasional Bhd* (PERNAS) et *Permodalan Nasional Bhd* (PNB), sont rapidement devenues de grands propriétaires d'actions dans le pays et par le fait même des joueurs majeurs sur la scène économique locale et régionale. Leurs opérations se sont étendues à l'ensemble des secteurs d'activité économique, notamment par la prise de contrôle de compagnies cotées en bourse et contrôlées par des capitaux étrangers.
- 4 En 1956, la Malaisie mit sur pied l'agence FELDA qui devint, au cours des trois décennies qui suivirent, le pilier de l'expansion du domaine agricole dans la péninsule malaise et par le fait même un intervenant majeur dans le processus de développement économique du pays. À l'indépendance, l'agriculture occupait 60 % de la main-d'œuvre et comptait pour 50 % des revenus du pays. Les disparités au niveau des revenus et de la qualité de vie entre villes et campagnes constituaient aussi un problème important en raison du cloisonnement ethnique entre le secteur rural, majoritairement malais, et les milieux urbains dominés par les Chinois et les Indiens. On retrouvait plus de 70 % des ménages pauvres du pays dans le secteur agricole à cette époque. Les projets de développement FELDA et des autres agences gouvernementales participèrent à la réduction de la pauvreté endémique chez les communautés paysannes et offrirent de meilleures conditions de vie dans les milieux ruraux par l'extension des réseaux de première nécessité, comme l'eau, l'électricité et les services sanitaires.



Bibliographie

- AHMAD, Sarji Abdul Hamid (dir.) (1993) *Malaysia's Vision 2020 – Understanding the Concept, Implications and Challenges*. Kuala Lumpur, Pelanduk Publication.
- BERNARD, Stéphane (2005) *La Malaysia en question. Développement économique et transformation territoriale vers Vision 2020*. Thèse de doctorat en géographie, Université Laval, Québec.
- BROOKFIELD, Harold C. (1994) *Transformation with Industrialisation in Peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur, Oxford University Press.
- BROOKFIELD, Harold C., PLOTTER, Lealey et BYRON, Yvonne (1995) *In Place of the Forest. Environmental and Socio-economic Transformation in Borneo and the Eastern Malay Peninsula*. New York, United Nations University Press.
- CHIN, James (1997) Politics of Federal Intervention in Malaysia, with Reference to Sarawak, Sabah and Kelantan. *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 35, n° 2, p. 96.
- DE KONINCK, Rodolphe (2004) The Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia. *Labour, Capital and Society*, vol. 37, pp. 285-288.
- GAUDEMAR, Jean-Paul (1992) L'aménagement du territoire. Dans Antoine Bailly, Robert Ferras et Denise Pumain (dir.) *Encyclopédie de géographie* (2^e éd.). Paris, Economica, pp. 1023-1043.
- GILL, Ranjit (2003) *Making of Malaysia Inc. A 25-Year Review of the Securities Industry of Malaysia and Singapore*. ASEAN Academic Press.
- GODDARD, C. Roe, PASSE-SMITH, John T. et CONKLIN, John G. (2003) International Political Economy: State-Market Relation in a Changing Global Order. Boulder, Lynne Rienner.
- JOMO, Kwane Sundaran, CHANG, Y. T. et KHOO, K. J. (2004) *Deforesting Malaysia: The Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging*. New York, Zed Books.
- JOMO, Kwane Sundaran (2001) *Malaysian Eclipse Economic Crisis and Recovery*. London, Zed Books.
- LASIMBANG, Jannie (1996) Juridical Rights of Indigenous Peoples and Their Relations to the State and Nonindigenous Peoples: The Case of Sabah. Dans Christian Erni (dir.) *"Vines that Won't Bind..." Indigenous Peoples in Asia*, IWGIA Document n° 80, pp. 109-114.
- LIM, Nyuk-Wo (1998) The Impact of Cash Cropping on Shifting Cultivation in Sabah, Malaysia. *Asia Pacific Viewpoint*, vol. 39, n° 3, p. 315.
- MAJID, Cooke (2002) Vulnerability, Control and Oil Palm in Sarawak: Globalization and a New Era? *Development and Change*, vol. 33, n° 2, pp. 189-211.
- ONGKILI, James F. (1992) Federalism and Parochialism: Relations Between Kuala Lumpur and Sabah. *Journal of Contemporary Asia*, vol. 22, n° 4, p. 529.
- TERENCE GOMEZ, Edmund et JOMO, Kwane Sundaran (1999) *Malaysia's Political Economy Politics, Patronage and Profits*. Cambridge, Cambridge University Press.
- THOMSON, Eric C. (2004) Rural Villages as Socially Urban Spaces in Malaysia. *Urban Studies*, vol. 41, n° 12, pp. 2357-2376.
- TOMICH, Thomas P. (2004) Environmental Services and Land Use Change in Southeast Asia: From Recognition to Regulation or Reward? *Agriculture, Ecosystems and Environment*, vol. 104, n° 1, pp. 229-244.